

EUROPE

« Pas la chasse aux Britanniques »

« Il faut maintenir le Royaume-Uni dans l'espace européen de la recherche », plaide Philippe Busquin. Le Brexit ne doit pas exclure les partenariats.

● **Jean-Christophe HERMINAIRE**

Dans le pire des scénarios, le Brexit coûtera 257 millions d'euros à la Belgique pour compenser le retrait budgétaire britannique, si l'Europe ne se résigne pas à revoir ses programmes à la baisse. L'enjeu est évidemment là, souligne Rudy Demotte, dans un déséquilibre des différents fonds dont bénéficie notre pays. Et le risque se pressent dans leur rééquilibrage, qui pourrait nous coûter cher en subsides. Touchant aussi les entités fédérées.

La Fédération Wallonie-Bruxelles a donc chargé un groupe de travail de mesurer les conséquences du Brexit. Du moins dans les compétences qu'elle exerce. Wallonie, Flandre et gouvernement fédéral devront, dans cette stratégie, opérer de conserve.

1. Recherche Le rapport souligne que le Royaume-Uni est le principal partenaire des

institutions de la Fédération Wallonie-Bruxelles en termes de publications scientifiques. Sur 150 projets de la FWB financés par l'Union européenne (sur 931 soumis), 105 l'ont été en partenariat avec des chercheurs britanniques. Ce qui représente des financements à hauteur de 37,3 millions. « *Il est important de maintenir le Royaume-Uni dans l'Espace européen de la Recherche en tant que pays associé* », plaide l'ancien ministre Philippe Busquin, lui-même scientifique, qui a présidé le groupe de travail. Le Royaume-Uni parti, les « *accords de coopération renforcés restent un créneau intéressant* » à exploiter et « *l'assouplissement des règles pour permettre ces accords est un des éléments* », relève Rudy Demotte. Essentielle aussi « *la libre circulation des chercheurs* », quand l'Angleterre compte trois des dix meilleures universités au monde. L'économie wallonne est étroitement liée à cette recherche, par ses pôles de compétitivité et ses entreprises technologiques, notamment en bio-pharmaceutique. L'Agence européenne du médicament est justement basée à Londres. Et on peut « *sérieusement songer* » à la récupérer chez nous.

2. Écoles En 2015, 2 925 étudiants belges étaient ins-

crits dans les universités britanniques. La Grande-Bretagne est prisée pour les voyages scolaires et, en Erasmus, c'est la deuxième destination choisie, derrière l'Espagne et à égalité avec l'Italie. Hors accords européens, les droits d'inscription vont flamber. « *Le maintien des conditions actuelles d'accès de nos étudiants à l'enseignement supérieur britannique constitue une exigence* », écrit le Groupe de travail, parmi les 29 recommandations qui passeront au « *monitoring* » de la FWB.

3. Culture Un tiers de l'ensemble des fournisseurs de services audiovisuels de l'Union

européenne (soit 1 400 chaînes) sont établis au Royaume-Uni, « *dont le cadre réglementaire est très souple* ». Le Brexit va changer la donne : pour accéder librement au marché intérieur des 27, nombre de ces entreprises devront se « *relocaliser* » au sein de l'Union. « *Dans l'événementiel et dans la coordination des programmes, il y a un créneau, le moment est opportun* », souligne Philippe Busquin. D'autant que la Belgique dispose d'une excellente position dans les secteurs culturels et créatifs, « *du fait de l'établissement à Bruxelles de nombreux secrétariats de réseaux et de projets européens* ». ■

Se remobiliser en faveur du français

En 2007, 18 % des documents du Parlement européen, et 15 % de ceux de la Commission, étaient rédigés en français. En 2015, ce n'était plus que 15 % au Parlement et... 3,6 % pour la Commission, où l'anglais est passé de 73,5 à 81 %, l'allemand réussissant à se maintenir à son niveau, il est vrai, assez faiblard (2,8 %). Et 42 sites internet des institutions de l'UE, sur 67, ne

sont disponibles qu'en anglais.

« *Le Brexit ne mettra pas un terme à l'usage de l'anglais* », langue véhiculaire la plus partagée, souligne le rapport du groupe de travail Brexit. Qui invite cependant à « *valoriser l'usage de la langue française dans un cadre réellement multilingue* », sous la coordination de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Philippe Busquin se réjouit à ce

titre de la victoire de Macron. « *Vraisemblablement, la France va se remobiliser pour sa propre langue* », constate aussi Rudy Demotte. « *Le combat va être engagé*. » Pas, dit-il, pour le « *plaisir du Français* », mais aussi parce que « *quand on négocie en anglais, ça profite toujours à ceux dont c'est la langue maternelle* ». Question d'équité, même si les anglophones seront moins. ■ **J.-C.H.**